

DISSERTATION : les économies capitalistes développées doivent-elles craindre les déficits publics ?**Introduction**

Accroche : L'année 2009 marque l'envolée des déficits publics dans la plupart des pays occidentaux et en particulier en France où ils passent de 3,4 % du PIB en 2008 à 8,2 % du PIB en 2009.

Ceci s'explique par la menace que la crise financière de 2008 fait planer sur les économies.

Définition : Le déficit public = somme des dettes des administrations de l'Etat, des collectivités territoriales et des organismes de Sécurité sociale.

Intérêt du sujet : d'une part c'est un débat théorique récurrent portant sur le rôle et la place de l'Etat dans l'économie, d'autre part, c'est un débat tout à fait d'actualité à cause des tensions sur la zone euro dues aux déficits de certains pays. Ex. la Grèce 12% du PIB, l'Espagne 11,4 % du PIB, l'ensemble de la zone € à 6,1 % du PIB, bien loin des 3% maximum autorisés dans le cadre du pacte de stabilité du traité d'Amsterdam de 1997.

Le sujet pose également la question du financement des comptes de la protection sociale.

Problématique : Les déficits publics représentent-ils un danger à court et moyen terme pour les économies ? Quelle est la réalité de la menace d'une " bombe à retardement des déficits publics " comme cela est fréquemment évoqué ? Les stabilisateurs automatiques risquent-ils de disparaître ?

Idée générale de devoir : Il est difficile de condamner les déficits publics en raison des avantages qu'ils peuvent effectivement apporter aux économies. Pour autant leur caractère permanent est susceptible de constituer un lourd danger à moyen et long terme.

Plan :

- 1 – Les avantages des déficits publics
- 2 – Les dangers de la dette publique

I – LES AVANTAGES DES DEFICITS PUBLICS

La justification des déficits publics peut se trouver aussi bien à CT qu'à MLT

A – À CT, un rôle de stabilisation anticrise**1 – Rôle de stabilisateur conjoncturel de la théorie de MUSGRAVE**

En cas de ralentissement de la croissance, le déficit budgétaire correspond à une injection de liquidités dans l'économie, dans le but de compenser directement les effets du ralentissement.

2 – A plus forte raison en cas récession, comme cela est le cas actuellement (-2,2 % de croissance en France en 2009).

L'injection massive de liquidités a eu pour but d'éviter l'effondrement du système bancaire et au-delà du système de financement de l'économie. Cette action s'est accompagnée en parallèle d'un recours au déficit public massif pour stimuler la demande globale et éviter ainsi une récession plus grave encore.

Cette politique est inspirée des leçons qu'on a pu tirer de la grande crise de 1929. En effet, il est apparu a posteriori que les politiques restrictives mises en œuvre à cette époque avaient eu pour conséquences d'aggraver la récession au lieu de la combattre.

B – À MLT une relance attendue de l'économie**1 – Théorie de KEYNES de la demande effective**

La politique de dépenses publiques au prix d'un déficit public agit en soutien de la demande et de l'investissement et donc de la production.

2 – Plusieurs auteurs soulignent le rôle de l'Etat dans la croissance :

ROMER et la théorie de la croissance endogène,

KRUGMAN et le soutien de la recherche et de l'innovation pour développer des avantages comparatifs d'une nation.

Ex : le grand emprunt français pour la croissance.

II – LES DANGERS A LONG TERME DE LA DETTE PUBLIQUE

Le danger des déficits publics, c'est que leur accumulation alimente la dette publique qui menace d'étrangler la croissance.

A – La question du financement des déficits.

1 – Les critiques libérales.

L'effet d'éviction des dépenses publiques. Dans le cas du financement du déficit public par l'emprunt, le risque est de voir l'investissement privé évincé des circuits de financement au profit de l'emprunteur public.

M. FRIEDMAN a montré que la politique budgétaire à long terme génère de l'inflation.

L'école des "choix publics", avec BUCHANAN conteste vigoureusement le bien fondé des dépenses publiques dont l'objectif est davantage politique qu'économique.

2 – L'affaiblissement de la position extérieure du pays emprunteur.

L'émission d'emprunts publics destinés à couvrir les besoins de financement conduisent à terme les prêteurs à douter de la capacité de l'emprunteur à rembourser ses dettes. Cela entraîne une hausse des taux qui alourdit la charge de la dette et une défiance envers la monnaie.

Ex de l'€ affaiblit par la situation de la Grèce et le groupe des pays dits du "club méditerranéen".

B – Le remboursement de la dette hypothèque la croissance

1 – La charge de la dette pèse sur les marges de manœuvre budgétaires anéantissant l'effet de relance.

Le risque est de se trouver dans la situation où le pays emprunte pour rembourser les dettes antérieurement contractées. Ex, en France la charge de la dette est le deuxième poste de dépenses après l'éducation.

2 – Les autres façons de rembourser les dettes constituent également un frein à la croissance.

L'inflation est un moyen commode pour la puissance publique de rembourser ses dettes. Cela a déjà été utilisé par le passé, notamment au sortir des guerres du 20^es.

Mais dans une économie ouverte, l'inflation entraînerait une perte de compétitivité de l'économie nationale avec des conséquences désastreuses en termes de chute de la croissance et montée du chômage.

La hausse des impôts quant à elle aurait pour effet une diminution du revenu disponible des ménages et donc une contraction de la demande ce qui constitue un frein à l'activité et donc à la reprise économique. Sans compter le risque d'un rendement de l'impôt faible et d'une désincitation au travail selon LAFFER.

C – L'absence de solidarité et de gouvernance

1 – Au niveau européen :

Le cas de la Grèce : pas de solutions unanimes (création d'un FME, sortie (provisoire) de la zone euro, réglementation nouvelle des marchés financiers, notation de la dette publique)

2 – Au niveau international

Intervention et rôle du FMI, réglementation des marchés financiers, rôle des fonds souverains → réduire la spéculation et la volatilité des taux de change

Conclusion

Le déficit public s'analyse comme une arme anti cyclique en cas de dépression conjoncturelle et un pari sur le retour de la croissance. Par contre, lorsque le déficit devient structurel, la dette publique que le déficit contribue à alimenter année après année est une réelle menace pour la croissance économique.

QUESTION 1 : expliquez les notions d'élasticité de la demande par rapport au revenu et d'élasticité de la demande par rapport au prix. Donnez des exemples.

Définition générale : L'élasticité mesure la variation relative d'une variable par rapport à la variation relative d'une autre variable.

Exemple : l'élasticité revenu.

Il est intéressant de mesurer la variation relative de la demande d'un ou plusieurs biens par rapport à la variation relative du revenu d'un agent.

L'équation est : $e_{D/R} = (\Delta D/D) / (\Delta R/R)$

Interprétation

- **En principe**, $e > 0$. En effet, plus le revenu augmente, plus la consommation augmente. Cependant, plusieurs cas sont à envisager.
Si $0 < e < 1$, l'élasticité est faible ce qui signifie que l'augmentation du revenu entraîne une augmentation moins que proportionnelle de la consommation. Il s'agit de biens dits inférieurs ou biens de première nécessité.
Si $e \rightarrow 1$, la demande est dite iso-élastique ce qui signifie qu'une augmentation de revenus entraîne une augmentation proportionnelle de la consommation. Il s'agit de biens dits normaux tels que les dépenses de logement par exemple.
Si $e > 1$, l'élasticité est forte, ce qui signifie que l'augmentation du revenu entraîne une augmentation plus que proportionnelle de la consommation. Il s'agit alors de biens dits supérieurs tels que la santé ou les loisirs.
- **Par exception**, on peut avoir une élasticité/négative < 0 . C'est le cas lorsqu'une baisse du revenu entraîne une hausse de la consommation de certains biens, biens de première nécessité par exemple (pain, margarine, pâtes).

Exemple : l'élasticité prix.

On mesure la variation relative de la demande d'un bien par rapport à la variation relative de son prix.

L'équation est : $e_{D/P} = (\Delta D/D) / (\Delta P/P)$

Interprétation

- **En principe**, $e < 0$. En effet, plus le prix d'un bien est élevé, moins la consommation est forte.
Si $-1 < e < 0$, l'élasticité est faible. Une augmentation du prix entraîne une faible diminution de la demande. Ex : les carburants, l'électricité.
Si $e \rightarrow -1$, la demande est iso-élastique.
Si $e < -1$, l'élasticité est forte. Il s'agit de biens substituables, par exemple la viande de poulet par rapport à la viande rouge.
- **Par exception**, certains bien ont une élasticité/prix > 0 . Il s'agit du paradoxe de Giffen. Dans certains cas, la consommation d'un bien augmente malgré l'augmentation de son prix. C'est le cas de la pomme de terre pendant la famine au 19^os en Irlande. A l'opposé c'est aussi le cas de consommations ostentatoires, l'effet de snobisme ou l'effet de marque d'Akerlof.

Valoriser les élargissements théoriques (effets Veblen, interdépendance entre variation du prix et variation du revenu)

QUESTION 2 : le PIB : définition, modalités de calcul et limites

Définition : Le Produit Intérieur Brut (PIB) mesure l'ensemble des richesses produites par la nation durant une année. Le taux de variation du PIB en volume, évalué d'une année sur l'autre, est l'indicateur privilégié de mesure de la croissance économique.

Méthodes de calcul : Le PIB peut être calculé à partir des valeurs ajoutées des secteurs institutionnels (SI) résidents^(a) (approche par la production), à partir des composantes de la demande finale (ou emplois finals : approche par la demande) où à partir des revenus distribués aux agents à l'occasion de la production (approche par les revenus).

Le critère retenu ici est donc celui de la territorialité.

Les trois méthodes de calcul du PIB	
Approche par la production	PIB = Somme des valeurs ajoutées des SI résidents + TVA grevant les produits + Droits de douane et assimilés
Approche par la demande	PIB = CF+FBC+X-M
Approche par les revenus distribués	PIB = rémunérations des salariés + EBE + impôts liés à la production et à l'importation nets des subventions d'exploitation

Limites du PIB :

1. Non-comptabilisation de certaines activités économiques :

- Absence d'enregistrement de la production domestique (services rendus par les femmes au foyer, éducation et soin aux enfants) dans la mesure où celle-ci ne donne pas lieu à un échange monétaire ;
- Non prise en compte de l'économie parallèle (ou économie souterraine) : on évalue actuellement en France de 10 à 20% le poids de ces activités (travail au noir, pourboires, trafics illégaux, ...).

2. Sous-évaluation de certaines productions :

- Production des administrations évaluée au coût de production et non au prix du marché parfois plus élevé (éducation, santé, ...)
- Sous-évaluation au sein du PIB de toutes les productions dont les prix relatifs baissent, indépendamment de l'utilité de ces productions.

3. Absence de prise en compte des nuisances :

- Pollution, destruction des sites et nuisances diverses (bruit...) non comptabilisés négativement (voire comptabilisés positivement : activités de dépollution...)
- Coût social de la croissance non pris en compte (stress, surmenage, insécurité, ...)

4. Comparaison internationale faussée par la fluctuation du cours des monnaies par rapport au dollar (monnaie de référence internationale)

Présenté en septembre 2009, le Rapport de la Commission Stiglitz (sur les nouveaux indicateurs de mesure de la performance économique et sociale d'une Nation) propose notamment de mesurer la croissance en s'appuyant sur le concept d'épargne ajustée nette.